

IDÉES

Un cadeau de Noël dont les sapins se seraient passés

Page B 5

PHILOSOPHIE

Clausewitz en Afghanistan, puis l'apocalypse

Page B 6

CAHIER **B**

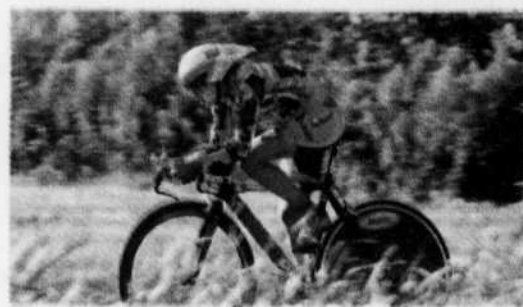
PERSPECTIVES

Abécédaire 2007

Il faudrait plus qu'un alphabet pour faire le bilan exhaustif de l'année 2007: énumérer tous les rapports sur les changements climatiques qui ont malgré tout laissé le Canada et les États-Unis de glace à la rencontre de Bali, rappeler à la fois les morts célèbres — de l'abbé Pierre à Benazir Bhutto — et les vendus de l'année (Alcan, BCE, la Bourse de Montréal juste pour le Québec), réexpliquer les drames qui se cachent derrière la forêt ou les mystérieux *subprimes* et ces tout aussi opaques PCAA. Redire le drame qu'évoquent dorénavant les prénoms Madeleine et Cédrika. Pour tout dire, il faudrait encore causer girouette, Myriam Bédard,

château à l'île Bizard ou chauffeur pressé de ministre endormie. Féliciter Joachim Alcine, Robert Lepage et Céline Dion! Et décliner l'ensemble du dossier des accommodements raisonnables remplirait, à nouveau!, des pages et des pages de journal. Mais 26 lettres permettent quand même de faire ressortir bien des moments clés, qu'ils soient politiques, économiques, sociaux, artistiques ou sportifs. Voici donc l'abécédaire du *Devoir* et les définitions qu'en a tirées notre salle de rédaction... qui n'a maintenant plus qu'un souhait: que l'actualité de 2008 soit tout aussi inspirante! — *Josée Boileau, directrice de l'information*

Aveux. Dure année pour la drogue, disait l'autre. Geneviève Jeanson finit par se mettre à table en pleine télévision de Radio-Canada, Marion Jones fond en larmes en débattant la marchandise quand l'état de la justice devient insupportable. Point commun: de longues années de mensonge... duquel certains autres n'arrivent toutefois pas à s'extirper. Floyd Landis perd sa couronne du Tour de France 2006, mais il continue de clamer son innocence, et le baseball majeur doit faire appel à une enquête indépendante pour ouvrir enfin le panier de crabes. Le sport organisé n'a pas fini de fouiller son lourd passé, même si une sombre interrogation se dégage: pour un qui se fait prendre, combien de dizaines qu'on n'arrivera jamais à pincer? — *Jean Dion*



Bye-bye Boisclair! La dégringolade d'André Boisclair fut aussi brusque que son accession à la tête du Parti québécois fut flamboyante. Porté aux nues en novembre 2006 par les militants qui voyaient en lui l'occasion d'un renouvellement dynamique et un rajeunissement du PQ, André Boisclair a fait face à une contestation ouverte de son leadership 18 mois plus tard. Son règne tumultueux fut marqué par des déclarations maladroites et des manques de jugement à répétition. Les résultats électoraux furent un revers cinglant pour le PQ qui s'est retrouvé en troisième place. Sous la pression, André Boisclair a rendu les armes le 8 mai 2007, finalement remplacé par Pauline Marois. Il fera un retour à la vie active en janvier en enseignant à l'université Concordia, où il donnera un cours sur la gestion de crise. — *Kathleen Lévesque*

Crac! Les fondements de l'expression «coulé dans le béton» ont été fortement ébranlés cette année. Si bien qu'on ne sait plus trop si cela réfère aujourd'hui à quelque chose de fiable ou de friable... Seule certitude: le béton québécois a connu des heures difficiles en 2007. Décortiqué miette après miette par la commission Johnson (d'avril à octobre), l'effondrement du viaduc de la Concorde aura fait prendre conscience à la population et aux autorités que les structures du Québec sont en piteux état. L'inspection de 135 ponts et viaducs imposée cet été par Pierre Marc Johnson l'a éloquentement démontré. Cela sans compter le «quasi-effondrement» du centre-ville de Montréal, dont toute l'assise semblait ne tenir qu'à une dalle fissurée en cette soirée du 24 août... — *Guillaume Bourgault-Côté*



Daltonisme. Celui de Stéphane Dion. Le chef du Parti libéral du Canada peut bien confondre les verts pâles et les jaunes, les violets et les bleus: dans un univers politique en noir et blanc, il fait le pari du gris. Cette nuance intellectuelle, dépeinte comme une faiblesse, lui a fait très mal. Liza Frulla n'est pas revenue, les élus Joe Comuzzi et Wajid Khan ont déserté, plusieurs ex-ministres ont pris leur retraite. Dion a perdu Outremont et, devant le désastre électoral appréhendé, s'est abstenu de renverser le gouvernement. L'homme espère que ses positions de principe (peine de mort, Omar Khadr) réussiront à séduire en 2008. — *Hélène Buzzetti*

Ex de la politique. Certains sont devenus des experts médiatiques, comme *Le Club des ex* justement, sur RDI, ou Michel Gauthier à TQS. Il y a aussi les «ex» qui servent de belle-mère, comme ce fut le cas de Bernard Landry avec André Boisclair. Mais les plus redoutables «ex», ce sont les anciens premiers ministres qui récrivent l'histoire dans leurs mémoires, au premier chef: Jean Chrétien et Brian Mulroney. Le premier a reçu un traitement de star au Salon du livre de Montréal et à *Tout le monde en parle*. Quant au deuxième, ça ne s'est pas passé comme prévu... — *Paul Cauchon*



Filou. Pour l'affaire Norbourg, qui a floué 9200 investisseurs et entraîné un procès de plus de 50 jours. Reconnu coupable d'avoir supervisé ce scandale de 115 millions de dollars, Vincent Lacroix connaîtra sa sentence le 28 janvier. Mais il ne se fait pas d'illusions. La saga, quant à elle, n'est pas terminée. Il y a aussi la possibilité d'accusations criminelles, un recours collectif et des centaines de victimes qui, en raison d'une loi qui n'indemnise pas les cas de fraude de cette nature, n'ont toujours pas vu la couleur de leur argent. — *François Desjardins*



Une carrière en traduction vous intéresse?

Un certificat ou un diplôme en traduction peut vous donner accès à une profession langagière en pleine expansion.

Une soirée d'information au cours de laquelle on présentera les exigences et le contenu des programmes se tiendra le **8 janvier** au 688, rue Sherbrooke Ouest, salle 1041, à 18 h.

● www.mcgill.ca/conted-translation | (514) 398-1484

Cours intensifs de langues

- Début des cours : **14 janvier**
- Groupes restreints vous permettant de partager une expérience d'apprentissage unique avec des étudiants d'ici et d'ailleurs
- Cinq niveaux (de débutant à avancé)
- Programme menant au : **Certificat de compétence** en anglais de McGill ou au **Certificat de compétence** en français de McGill.

● (514) 398-1212 (programme d'anglais)
● (514) 398-1202 (programme de français)



McGill
Centre d'éducation permanente

PERSPECTIVES

Abécédaire 2007

Gâchis. Celui, immobilier, de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a ébranlé tout autant ses finances que son image. L'université populaire avait fait le pari du développement en s'alliant au promoteur privé Busac pour le projet de l'îlot Voyageur. Résultat: sous-évaluation des coûts, surévaluation des revenus, double comptabilité, administrateurs tenus dans l'ignorance, contrat cadencé avec Busac, intervention musclée du gouvernement du Québec et enquête du vérificateur général. L'endettement lié aux projets immobiliers s'élève aujourd'hui à 400 millions et atteindra le demi-milliard d'ici cinq ans. L'UQAM est maintenant sommée de retrouver l'équilibre budgétaire et tout le milieu universitaire est sous surveillance. – *Kathleen Lévesque*



Héaentjens. Brigitte de son prénom. Parce qu'elle vient de connaître une année exceptionnelle en mettant en scène un spectacle fort remarqué sur Virginia Woolf (*Vivre*), en travaillant à un Sarah Kane (*Blasté*) qui prendra l'affiche en mars et aussi parce qu'elle a reçu coup sur coup deux prix prestigieux: le Gascon-Thomas de l'École nationale de théâtre et le Siminovitch pour l'ensemble de son œuvre. Bravo, madame H! – *Michel Bélair*



Imprévisible! À Québec, la mairesse Boucher nous a pris au dépourvu jusqu'à la fin. Ainsi, le sort a voulu que le jour de son décès, la correspondante du *Devoir* à Québec se trouve à... Montréal. Doublement étonnante fut ensuite la tendance des uns à élever au rang de sainteté cette mairesse bien mal aimée de son vivant. Durant la course à sa succession, ses anciens adversaires ont tous osé se réclamer de son héritage, y compris la chef de l'opposition Ann Bourget. Mais, coup de théâtre, l'autre Mme B. a été détrônée *in extremis* par un certain Régis Labeaume qui a obtenu une majorité de près de 15 % supérieure à celle qu'avait obtenue Mme Boucher en 2005. – *Isabelle Porter*



Jos Louis. S'il fallait une preuve que le gouvernement Harper a une vision plutôt «sucrée» de la mission en Afghanistan, le ministre Maxime Bernier s'en est chargé à l'automne en distribuant des Jos Louis aux soldats à Kandahar. Les résidents de la Beauce ont sûrement apprécié que leur usine de gâteaux soit bien représentée, mais les partis d'opposition ont plutôt accusé le gouvernement de prendre la mission à la légère, surtout lorsqu'il est question des allégations de torture dans les prisons afghanes. De plus, un rapport sur l'Afghanistan déposé en février par le gouvernement brossait un portrait rose de la situation alors qu'au même moment, les hauts fonctionnaires écrivaient dans un document secret que l'année avait été pénible sur plusieurs fronts. – *Alec Castonguay*



Kif-kif. Trois partis à l'Assemblée nationale et aucun ne se démarque! Depuis les élections du 26 mars, qui ont donné un gouvernement minoritaire historique aux Québécois, les trois formations politiques pataugent dans la marge d'erreur pour ce qui est des intentions de vote. Chacune a eu ses bons moments: l'ADQ de mars jusqu'à juin (un sondage Léger lui a donné jusqu'à 38 % fin mars); «effet Pauline» aidant, le PQ a progressé à l'automne, assurent différents sondages. Quant au PLQ, la satisfaction à l'égard du gouvernement a crû. Seule tendance claire: l'ADQ et son chef sont maintenant en baisse. – *Antoine Robitaille*



Lacs. La multiplication des algues bleu-vert dans nos lacs l'été dernier n'est que la pointe de l'iceberg récemment désigné par le commissaire à l'environnement du Québec dans son premier rapport, où il constate l'inapplication généralisée de la politique nationale de l'eau. En tout, 258 lacs et portions de rivières du Québec ont connu des explosions d'algues bleu-vert, soit plus du double des 107 cas relevés en 2006. Destruction des berges naturelles par les agriculteurs et villégiateurs malgré les normes, destruction des milieux humides par les remblayeurs de l'immobilier, inefficacité croissante de plusieurs ouvrages d'épuration municipaux et industriels, fosses septiques incapables de retenir le phosphore et l'azote des rejets domestiques: tout est en place pour une réédition en 2008. – *Louis-Gilles Francœur*



Mirage? Non, ce n'est pas un mirage! On l'a enfin vue à travers la lentille du télescope *Hubble*. La matière sombre dont on avait indirectement deviné l'existence a été observée cette année plus distinctement que jamais. Cette observation exceptionnelle permettra aux chercheurs d'en élucider le comportement et la nature, qui demeurent jusqu'à maintenant une énigme. Alors que la matière visible formée des étoiles, des montagnes, des humains, soit de tous les corps émettant ou reflétant de la lumière, ne constitue que de 4 % à 5 % de l'univers, la matière sombre en compose le quart. Plus mystérieuse encore est l'énergie sombre qui forme l'essentiel de l'univers, soit 70 % de son ensemble. – *Pauline Gravel*



Notes ou cotes? Voilà une question philosophique qu'a tranchée la nouvelle ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, au printemps dernier. Dès les premières semaines de son mandat, le gouvernement libéral s'est empressé de concrétiser cette promesse électorale de l'Action démocratique du Québec, ramenant en prime la moyenne de groupe, chassée lors de l'implantation de la réforme scolaire. Quelques mois et une rentrée scolaire plus tard, les directives ont fini par être transmises: les enseignants ont le choix entre continuer de noter avec des cotes pour ensuite les convertir en notes ou encore noter directement en notes. Bien noté? – *Clairandree Cauchy*



Bravo pour ton beau travail... Continue!!!

Opposition. Comme celle, spectaculaire, des moines bouddhistes en Birmanie, descendus dans la rue en août et en septembre pour manifester contre le régime hideux des généraux qui sans sourcilier, tiennent le pays en étau depuis le début des années 1960. **R** comme le réflexe répressif de la junte qui n'a pas hésité longtemps avant de lancer l'armée contre le soulèvement. **C** comme la flagrante complaisance, accompagnée pour la forme de quelques grincements de dents, de la communauté internationale envers la dictature. **O** comme l'oubli dans lequel sont redissipés les Birmans sitôt la situation ramenée «à la normale». – *Guy Taillefer*



Passe-passe. On ne peut pas vraiment dire que Vladimir Vladimirovitch Poutine s'accroche au pouvoir puisqu'il jouit d'une cote de popularité de 80 %. Le pouvoir, il l'exerce, il l'incarne, il est porté par lui et il le porte, d'autant plus facilement qu'il lui va comme un gant. Après avoir mis au pas les médias et les ONG, l'ancien agent du KGB a dû trouver un truc pour rester aux commandes. Vu que la Constitution lui interdit de solliciter un troisième mandat à la présidence, les partis qui le soutiennent viennent de lui désigner un dauphin, Dmitri Medvedev, qui a proposé à Poutine de devenir son premier ministre lorsque lui-même aura été élu président en mars 2008. Ô surprise! Vladimir Vladimirovitch a dit *da*. – *Claude Lévesque*



PERSPECTIVES

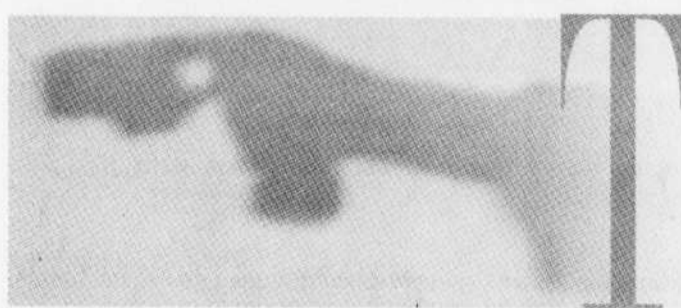
Abécédaire 2007

Qualité recherchée. Chine, plomb et qualité. Ce cocktail n'a pas été très digeste pour l'industrie mondiale du jouet qui, cette année, a dû rappeler plusieurs de ses produits. Fabriqués dans l'empire du Milieu, ces jeux étaient jugés non sécuritaires en raison de la teneur élevée de plomb, un métal neurotoxique, dans les peintures. Au total, plus de 21 millions de jouets ont dû être retirés du marché. Diego l'aventurier, Dora l'exploratrice et les membres de Sesame Street étaient du nombre, forçant ainsi la multinationale Mattel à gérer une grave crise de confiance chez des consommateurs désormais en quête de jouets de fabrication plus locale et mieux encadrée. — *Fabien Deglise*



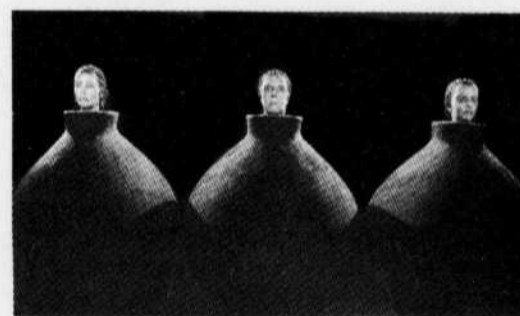
Royale comme la vice-reine déchu. «Parlez-moi d'une déchéance royale»: on imagine bien Jean Lapointe prononcer cette phrase. Une enquête du *Journal de Montréal* a mis au jour les pratiques douteuses de Lise Thibault, qui fut lieutenant-gouverneur du Québec pendant 10 ans. Après investigation, les vérificateurs généraux d'Ottawa et de Québec en sont venus à des conclusions convergentes: Mme Thibault a fait des dépenses injustifiées de plus de 700 000 \$. Une enquête de la Sûreté du Québec a été déclenchée. Mme Thibault a été remplacée le 7 juin par l'ancien secrétaire de l'Assemblée nationale, Pierre Duchesne, qui se donne pour mots d'ordre «sens du devoir», «partage» et «sobriété»... — *Antoine Robitaille*

Ségo-Sarko. Ce devait être une campagne à l'américaine, ce fut la première campagne de l'ère de la télé-réalité. Un an et demi avant la candidature d'Hillary Clinton, la France faisait mentir sa réputation de pays macho. D'un côté, une candidate imposée par sa popularité contre les éléphants socialistes. De l'autre, un ministre redoutable dont les déclarations fracassantes n'avaient d'égaux que l'influence médiatique. Partie en avance dans les sondages, Ségolène Royal multiplie les maladresses. Nicolas Sarkozy mène une campagne sans faille. Le président doit maintenant prouver qu'il peut venir à bout d'une croissance anémique et réconcilier la jeunesse des ghettos avec son pays. Un défi qui n'a plus rien à voir avec la télé-réalité. — *Christian Rioux*



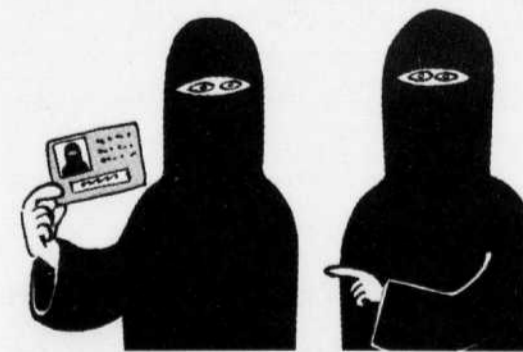
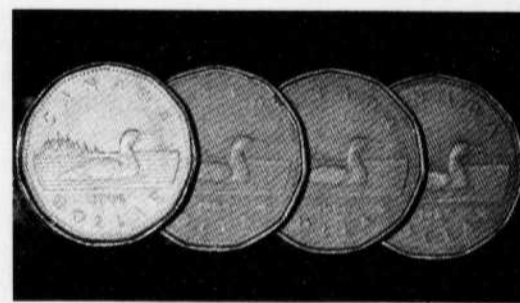
Taser. Le mot était à peine connu au début de l'année, mais il fait désormais partie de notre vocabulaire indigné! Le pistolet à décharge électrique se retrouve au banc des accusés à la suite du décès de Robert Dziekanski à l'aéroport de Vancouver. Le monde entier a vu les images de ce ressortissant polonais frappé de deux décharges de 50 000 volts sans aucune provocation. Depuis 2001, le Taser est mis en cause dans la mort de 270 personnes aux États-Unis et de 18 personnes au Canada. Les corps policiers et les pouvoirs publics semblent pourtant réticents à faire leur examen de conscience. L'usage expéditif de l'arme pose davantage problème que ses propriétés. — *Brian Myles*

Unisson. Comme ont vibré les voix des participants du Rendez-vous novembre 2007 — Montréal métropole culturelle et des États généraux du théâtre. Les 1300 intervenants du sommet de Montréal ont tous appelé à des relations plus étendues entre artistes et milieux d'affaires et applaudi les 120 millions notamment annoncés pour le Quartier des spectacles. Mais l'unisson sentait aussi l'autocongratulation pour des mesures attendues depuis (trop) longtemps. En chœur aussi, les 400 praticiens de théâtre de tous les horizons ont instauré une nouvelle façon de travailler ensemble afin de mieux intégrer la jeune relève. — *Frédérique Doyon*



Vieux. Ils auraient pu se retrouver sous la lettre A, pour aînés, ou P, pour personnes âgées. Mais à voir l'indifférence avec laquelle le Québec a accueilli leurs confidences comme leurs cris d'alarme, leur place est bel et bien sous la lettre V, pour vieux. Le mot est cru? Il témoigne pourtant d'une époque où l'âgeisme ne fait pas de quartiers. Quoi qu'en dise la ministre responsable des Aînés, Marguerite Blais, qui a mené sa consultation d'enquête dans l'ombre persistante de la commission Bouchard-Taylor. Crève-cœur, cet exercice essentiel n'aura même pas réussi à égratigner le vernis de notre conscience collective. — *Louise-Maude Rioux Soucy*

Wow! (ou Wôôôh!). Habités de faire des complexes sur la faiblesse de leur monnaie, les Canadiens ont vu leur dollar monter si vite et si haut depuis cinq ans qu'il a dépassé cette année son célèbre homonyme américain et même atteint, à l'automne, un niveau (1,10 \$US) inégalé depuis la guerre de Sécession. Une fois le moment de fierté passé, on a constaté les dommages causés à nos exportations et le peu d'empressement des commerçants à nous faire profiter de notre nouveau pouvoir d'achat. Certains se sont alors mis à regretter l'époque où le huard n'était pas encore un pétrodollar et où l'économie américaine et son billet vert se portaient mieux. — *Éric Desrosiers*



X... pour voter voilée. De malicieux reporters ont posé la question: peut-on voter voilée au Canada, mais alors totalement enfermée dans une cage de tissu bien opaque, sous une burqa, mettons? Euh, oui, a répondu Élections Canada, même si le cas réel ne s'était jamais présenté, déclenchant une tempête de plus au pays des accommodements raisonnables et ce qui en tient lieu. Le Québec en entier a ensuite passé l'automne en auto-examen sur le divan des bons docteurs Charles Taylor et Gérard Bouchard. L'exercice a largement débordé du strict cadre des exceptions légales et tape-à-l'œil. Au total, la commission a reçu près de 1000 mémoires réfléchissant sur la tolérance, la laïcité ou l'égalité hommes-femmes. Le rapport panoramique sur les grandeurs et misères de l'intégration à la québécoise est attendu le 31 mars. — *Stéphane Baillargeon*

Yo-yo. Brian Mulroney, le mal-aimé, pensait que sa réhabilitation était lancée en 2006 avec son titre de premier ministre le plus vert. D'autres prix l'attendaient en 2007, tout comme son autobiographie, publiée avec succès à l'automne. Mais c'était sans compter l'orage Karlheinz Schreiber qui, en novembre, a abruptement mis fin à l'embellie. Avec ses lourdes allégations, il a réveillé la vieille méfiance à l'endroit des agissements et du jugement de Mulroney, forcé l'annonce d'une commission d'enquête et poussé l'ancien premier ministre à un acte de contrition devant un comité parlementaire. Celui qui, au début de 2007, était le sage dont on sollicitait l'avis est devenu, en quelques semaines et à son grand désarroi, celui dont on évite la compagnie. — *Manon Cornéliier*



Zoo. À force de bricoler dans les structures de la Ville de Montréal, le gouvernement libéral a transformé la métropole en une bien curieuse créature: 19 royaumes gérés par autant de maires d'arrondissement sur lesquels le maire de Montréal a une autorité toute relative. Quand les scandales ont secoué la mairie d'Outremont à l'automne, Gerald Tremblay n'a pu que suggérer au maire Stéphane Harbour de faire un examen de conscience. Et que dire du conseil d'agglomération qui gère un budget de deux milliards de dollars dans l'indifférence générale? La ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, promet pour 2008 quelques mesures de rafistolage supplémentaires pour l'agglomération. Mais on peut se demander si l'usage des ciseaux et de la colle pourra vraiment être bénéfique. — *Jeanne Corriveau*

ÉDITORIAL

À chacun son 400^e

Certains hasards ne trompent pas: le Québec contemporain sort à peine d'une longue veillée d'automne passée à triturer son identité qu'on l'invite désormais à bifurquer vers la ville de Québec pour gratouiller son histoire. Que les fêtes du 400^e anniversaire de la fondation de Québec soient l'occasion de démontrer qu'un peuple peut ouvrir sa besace à souvenirs sans sombrer dans la discorde.

Oyez, oyez, braves gens de Québec et d'ailleurs, amoureux de cette ville sacrée joyau du patrimoine mondial de l'UNESCO, incontestable berceau de la civilisation française en Amérique depuis sa fondation, en 1608! Voici venu le temps de faire sonner les trompettes et de battre les tambours! Mais bonnes gens, dites-nous, que fêtez-vous, au juste?

Cette question ne sera pas sur toutes les lèvres lundi soir à la place d'Youville alors que commenceront officiellement les festivités du 400^e de Québec. Lors de ce coup d'envoi de dix mois de célébrations dans la Vieille Capitale, Québec sera chanté, dansé et joué sur une scène où on tentera de défier les éventuelles frasques de notre pays d'hiver. Après des mois de déchirements entourant cet événement — à propos des dignitaires invités, des fresques exposées, de quelque apparence de conflits d'intérêts —, il sera temps de saisir l'occasion pour ce qu'elle est d'abord: un hommage à (au moins) 400 ans d'histoire d'une ville qui a vu défiler plus d'un visage.

Voilà justement la question qui brûle: peut-on ici-bas remuer l'histoire, celle qui fait la somme de tous les parcours, sans être accusé de soulever inutilement des amas de poussière? Peut-on célébrer l'arrivée des uns, la présence et le passage des autres, sans se limiter à en faire un rigodon timidement esquissé sur une scène? Peut-on mettre à nu les conflits d'antan et même pointer ceux d'aujourd'hui sans automatiquement être confiné au rôle tristounet d'empêchement de tourner en rond?

En nos pages la semaine dernière, un des membres du groupe Loco Locass, Biz, a donné une secousse en ce sens, osant creuser l'histoire pour revendiquer le droit à une ville

en liesse au nom d'une cause bien nommée. «Pour donner du sens à la fête, il faut réfléchir aux raisons que nous avons de célébrer quatre siècles de présence francophone en Amérique», écrivait-il, dénonçant toute tentative de noyer la fête en la reléguant au dernier sous-sol.

Certains se seront offusqués des propos de l'auteur: choqué qu'on ait même pu penser convier la monarchie britannique à ces célébrations, Biz évoquait le désagréable souvenir de la conquête de la Nouvelle-France par l'Angleterre, un événement qui, selon lui, a «la valeur d'un viol».

En 400 ans d'histoire, cet événement trône bien sûr dans tous les livres d'histoire sans qu'ils lui aient cependant tous donné la même saveur. Voilà le propre de l'histoire, qui ne peut que tendre à l'objectivité. Mais au risque de sombrer dans quelques ergoterries, qu'il gomme l'histoire et ses conflits et bâtir la scène d'une illusoire sérénité?

La commission Bouchard-Taylor a été le théâtre de quelques envolées bien senties et l'occasion pour tous les Québécois, quel que soit leur passé, de réfléchir à une identité future. Cet exercice, dont plusieurs ont salué l'audace, s'est déroulé dans un calme relatif en plus d'être source d'enrichissement. Rien n'empêche de démontrer le même courage en faisant cette fois-ci un retour sur le passé.

Bien sûr, la Ville de Québec voit dans ces célébrations à venir non seulement un déploiement économique sans pareil et des retombées alléchantes mais aussi un anniversaire bien précis: l'arrivée sur ses berges, il y a 400 ans, de l'explorateur Samuel de Champlain. Bien sûr, le Québec y perçoit une façon de souligner les premiers balbutiements d'une province ou d'un pays, selon le camp politique. Et bien sûr, pour Ottawa, voilà le début d'une confédération, consacrée officiellement deux siècles et demi plus tard. Les cousins d'Europe regardent peut-être tout cela un sourire en coin: voilà une histoire bien jeune! Mais il y a tout de même là un récit à raconter sans gêne ni crainte, malgré ses différents passages, ses moments clés et ses querelles politiques dont on voit encore les traces.

Que la fête commence, mais à côté de ces nécessaires kermesses aux allures de réunions de famille dont le Québec a le secret, qu'on ose placer à l'avant-scène l'histoire, qui est la raison d'être de ces célébrations. Qu'on s'aventure, non pas avec résignation mais avec enthousiasme, dans les chemins de l'histoire, en acceptant qu'ils puissent emprunter différents détours et que chacun y déterre son 400^e.

machouinard@ledevoir.com

LE DEVOIR
FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



REPRISE



Marie-Andrée Chouinard

Benazir Bhutto, une politicienne née

Benazir Bhutto était une politicienne née, tout comme l'était avant elle son père, Zulfikar Ali Bhutto, le tout premier premier ministre élu démocratiquement au Pakistan, et son grand-père Shaw Nawaz Khan, fondateur du premier parti politique du Sind avant la naissance du Pakistan, en 1947, et premier ministre de l'État de Junagadh avant la Partition.

Tôt, son père cerna les capacités de Benazir pour se lancer dans la politique. Tranquillement, il la prépare à ce rôle. Il l'envoie étudier dans les universités étrangères les plus réputées: Harvard aux États-Unis et Oxford à Londres. Il lui conseille aussi de lire des biographies d'hommes d'État célèbres, comme Napoléon, Lincoln et d'autres.

En 1979, après l'exécution de son père, condamné à mort par le général Zia, au lieu de se retirer de la vie publique et de mener une existence aisée avec sa famille, Mme Bhutto choisit de se battre avec acharnement. Il n'est pas question qu'elle quitte le pays. Sur l'insistance de sa mère, elle poursuivra l'œuvre d'Ali Bhutto et se consacra entièrement à la politique. Rien d'ailleurs ne l'arrêtera: ni la prison ni l'assignation à résidence.

Pendant son séjour à Harvard, Benazir Bhutto était très intéressée par la politique. Elle participait aux activités des étudiants de même qu'aux manifestations. Elle s'opposait, entre autres, à la guerre au Vietnam. Plus tard, quand elle étudia à Oxford, elle continua de s'impliquer dans les débats de l'Union des étudiants de cette université, dont elle devint la présidente.

Mme Bhutto fut élue deux fois: en 1988 à l'âge de 36 ans, puis en 1993 au poste de premier ministre. C'était la première fois qu'une femme occupait ce poste dans un État islamiste. Il s'agit d'une première dans l'histoire des musulmans. Elle était l'une des rares personnes à connaître aussi bien la culture musulmane que celle de l'Occident.

Ce n'est pas la première fois qu'on essaie d'assassiner Benazir Bhutto. Au cours des deux

mandats de celle-ci, Yousaf Ramzi, l'un des terroristes du World Trade Center à New York, a tenté de l'assassiner deux fois. En 1989, Oussama ben Laden a essayé de renverser son gouvernement en appuyant ses opposants. «Sous le prétexte qu'une femme ne peut pas diriger un pays», m'a déclaré Mme Bhutto lors d'une entrevue accordée à Washington en 1999. «Je ne crains pas la mort», m'avait-elle alors lancé.

Dans un article publié dans *Le Monde* cet automne, avant de retourner au Pakistan, la politicienne avait déclaré: «Je retournerai au Pakistan consciente que des jours difficiles s'annoncent. Mais je fais confiance au peuple et place mon destin entre les mains de Dieu.»

Aujourd'hui, Mme Bhutto n'est plus. Les terroristes ont eu raison d'elle. Pourtant, elle avait livré au président Pervez Musharraf les noms des trois terroristes qui voulaient l'assassiner. Elle lui avait aussi demandé de la protéger. Pourquoi donc cet assassinat est-il survenu?

Michelle Parent
Journaliste et auteure
Le 28 décembre 2007

Cruelle actualité

Comme le faisait si justement remarquer Marie-Andrée Chouinard en écho au documentaire de Richard Desjardins sur la condition des Algouquins («Demi d'existence», *Le Devoir*, le 19 décembre 2007), le silence qui a suivi la sortie du *Peuple invisible* a de quoi troubler. Ce mutisme et cette indifférence tendent d'ailleurs à démontrer la pertinence d'un tel film, à plus forte raison en cette période de remue-ménages qui a vu la commission Taylor-Bouchard se livrer à une consultation tous azimuts auprès de la société québécoise. Tous azimuts? Enfin, presque, puisqu'on a exclu d'office les Amérindiens, cette portion encombrante de la population. Une situation parfaitement inacceptable et qu'il convient de dénoncer énergiquement! C'est dire combien la démarche de Richard Desjardins demeure d'une cruelle actualité. Espérons que ce portrait juste et sans complaisance de la condition autochtone contribuera à réduire la profondeur du fossé historique qui s'est creusé entre le «nous» prétendument inclusif et ce

peuple déshérité une fois de plus tombé, semble-t-il, dans les interstices de l'histoire.

Éric Major
Montréal, le 28 décembre 2007

Destins tragiques

Étrange retournement des choses. Les leaders les plus charismatiques et les plus collés aux peuples dont ils sont issus, les plus ouverts aux difficiles exigences de la démocratie et de la tolérance sont souvent aussi ceux que les intégristes de tout acabit ou les forces occultes du pouvoir économique cherchent à faire disparaître par tous les moyens, assassinat y compris. La mort violente au Pakistan de la candidate Benazir Bhutto en est aujourd'hui un douloureux rappel. Qu'on pense aussi aux destins tragiques de l'ex-premier ministre d'Israël Yitzhak Rabin, tué par un extrémiste de son pays, à John F. Kennedy, président des États-Unis, au suicide désespéré de Salvador Allende, président du peuple chilien lors du putsch militaire commandé de loin et exécuté par le général Pinochet. Sanglante est souvent la longue marche des hommes vers plus de justice et de démocratie. Tous les citoyens du monde doivent se lever pour s'opposer aux tentatives d'avortement des libertés fondamentales qui protègent le pouvoir citoyen et un certain bonheur qui l'accompagne.

Jacques Léger
Montréal, le 28 décembre 2007

L'arme du crime légal

Il est dommage que la Fédération des policiers municipaux du Québec ne remette pas en question l'usage du Taser. Pour elle, le Taser est une arme utile à employer avant de dégainer l'arme à feu et il n'existe pas de preuve que son utilisation conduit à la mort. Il est dommage que la Fédération se montre d'avis contraire aux citoyens du Canada, qui entretiennent de sérieux soupçons et doutes concernant son pouvoir de tuer. Pour l'instant, donc, le Taser peut être vu comme l'arme du crime parfait et légal. [...]

Michel Blanchette
Sherbrooke, le 27 décembre 2007

REVUE DE PRESSE

Les autres et nous

Manon Cornéliier

Il n'y a pas qu'au Québec que l'on s'intéresse à l'impact de la diversité culturelle et religieuse. Au Canada anglais, il s'écoule rarement une semaine sans qu'un chroniqueur ou un expert aborde la question. Il y en avait encore pour tous les goûts cet automne. N'ayant pu en faire état, je profite de ce creux dans l'actualité canadienne pour revenir sur certains textes récents.

Douglas Todd se demande, dans le *Vancouver Sun*, si l'arrivée en Colombie-Britannique d'immigrants originaires de pays plus conservateurs, surtout au chapitre des valeurs familiales et de la sexualité, peut expliquer que la province soit en train de perdre sa réputation libérale. Des sondages récents montrent que seulement 8% des répondants nés au Canada se décrivent comme très stricts sur le plan moral alors que ce nombre passe à 19% parmi les personnes nées à l'étranger. La Colombie-Britannique viendrait par ailleurs en tête de liste avec 23%. Mais, fait à noter, les immigrants se retrouvent aux deux extrêmes. En effet, une plus grande proportion d'entre eux (30%) se disent partisans du laissez-faire comparativement à 25% des Canadiens nés ici.

Les valeurs changent, la réussite scolaire aussi. Margaret Wente, du *Globe and Mail*, participait récemment à un jury chargé d'attribuer deux bourses Rhodes à des étudiants universitaires ontariens. Neuf des onze finalistes étaient des immigrants ou étaient nés de parents immigrants et presque tous venaient de milieux modestes. Selon Wente, deux facteurs peuvent expliquer cet apparent avantage des immigrants. La sélection naturelle d'abord, puisque seulement les

plus dégoûtés laissent tout derrière eux pour recommencer ailleurs à zéro. Et il y a l'attitude. Selon elle, les nouveaux arrivants sont habitués à se battre et à travailler dur pour s'en sortir. Beaucoup valorisent davantage l'éducation que les Canadiens de souche. Ils poussent leurs enfants à étudier des disciplines difficiles et leurs enfants apprennent à associer effort et réussite. «Voilà une merveilleuse nouvelle pour le Canada; ces enfants élèvent notre quotient intellectuel. Mais leur succès montre aussi que le Canada est une méritocratie qui fonctionne», se réjouit Wente. [...] Quant aux enfants canadiens, ils devront peut-être travailler plus fort pour réussir, mais ce n'est sans doute pas une si mauvaise chose, croit la journaliste.

L'islam dans la mire

Ceux qui croyaient avoir tout entendu à la commission Bouchard-Taylor, en particulier sur les musulmans, n'avaient pas eu connaissance de certains textes parus dans quelques grands journaux canadiens-anglais. Il y en a pour tous les goûts, des auteurs qui ne cachent pas leurs opinions aux accents islamophobes (je vous épargne leur diatribe, qui revient avec régularité) à des chroniqueurs de religion musulmane qui défendent leur religion mais se montrent très critiques à l'endroit des intégristes.

Salim Mansur est l'un d'entre eux. Il pestait en décembre à la suite de la mort de la jeune Aqsa Parvez aux mains de son père, un homme originaire du Pakistan avec qui elle avait des conflits incessants à cause de son refus de se soumettre à certains préceptes reli-

gieux et culturels. De nombreux journaux ont invité les lecteurs à la prudence, notant qu'il pouvait s'agir d'un triste drame familial. Mansur, qui écrit pour le *Toronto Sun*, ne l'entendait pas ainsi. «Ce meurtre a été provoqué par une idéologie sectaire et de terreur présentée sous couvert de tradition religieuse, une idéologie d'islamisme radical en guerre avec un monde moderne de liberté et de démocratie», tranche-t-il. Mansur s'insurge contre la peur que ce courant inspire et qui réduit trop souvent au silence la grande majorité des musulmans. Le chroniqueur s'en prend à certaines organisations, comme le Congrès islamique canadien (CIC), qu'il accuse de cacher sa vraie nature. Il soupçonne ces groupes de servir de paravent à la propagation d'une idéologie extrémiste. Ses reproches ne se limitent pas à eux cependant. Selon lui, des femmes musulmanes à travers le monde vont continuer de mourir, non seulement à cause de la peur qui paralyse la plupart des musulmans, mais «aussi à cause de l'apathie du public et des politiciens occidentaux, qui apaisent et accommodent mollement des organisations comme le CIC».

La presse



du Canada

Choc des cultures

Chroniqueur au *National Post*, Jonathan Kay n'est généralement pas tendre à l'endroit du monde musulman, mais il a refusé de le prendre pour cible à la suite de la mort d'Aqsa Parvez. Il a plutôt proposé une réflexion sur le prétendu choc des civilisations judéo-chrétiennes et musulmane. À son avis, cette notion est erronée. Il n'y a pas de «désaccord sur la nature de Dieu mais sur la nature de l'homme». L'individualisme est

devenu si fondamental dans la façon de voir de l'Occident que nous ne pouvons pas imaginer une autre manière de concevoir l'existence, écrit-il. En réalité, il y a des milliers de personnes sur terre, y compris la plupart des musulmans, qui considèrent bizarre cette obsession pour l'individualisme. Dans une grande partie de l'Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient, la personne est perçue avant tout comme une représentante de la famille, de la tribu, du clan ou de la secte. Cette différence de perspective, ajoute-t-il, explique en grande partie des pratiques jugées «barbares» ailleurs, comme les crimes d'honneur. Pour le journaliste, cette vision tribale rend la démocratie impossible dans des pays comme l'Afghanistan ou l'Irak car, finalement, il est faux de prétendre que la liberté individuelle soit une valeur universelle, écrit-il. Voilà toute une admission pour un chroniqueur qui appuyait sans partage les campagnes de George W. Bush. Kay convient que la liberté et l'individualisme sont un développement récent de l'histoire humaine alors que le tribalisme est un instinct fortement enraciné qui peut surgir même dans nos sociétés occidentales. Il demande s'il y a quelque chose dans la religion musulmane, en particulier l'importance accordée à la soumission, qui favorise la perpétuation de ces instincts tribaux. Il en doute, car il observe que bien des sociétés africaines non musulmanes sont organisées sur une base tribale et que les premiers crimes dits d'honneur commis au Canada l'ont été par des sikhs. Par ailleurs, l'intégration de centaines de milliers de musulmans à la société canadienne démontre que leur foi ne freine pas l'adhésion à des valeurs démocratiques et individuelles.

mcorneliier@ledevoir.com

IDÉES



Les vieilles forêts boréales ne sont pas des écosystèmes fugaces appelés très vite à disparaître en raison des chablis ou des épidémies d'insectes. La recherche scientifique démontre une réalité tout autre sur le terrain.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR



Denise Bombardier

Année dérangeante

2007 a été une année douloureuse pour ce qu'on pourrait appeler notre substrat québécois. Les divergences d'idées, trop souvent manifestées, hélas, par des échanges injurieux, se sont exprimées autour d'un thème passionnel et explosif: la religion. On ne cessera pas de s'étonner de la violence que provoque chez plusieurs Québécois, en majorité baby-boomers, une approche distanciée, donc nuancée, de la religion et de son rôle dans l'histoire du Québec. Toute tentative de remettre l'apport religieux dans un contexte historique et culturel suscite des levées de boucliers sous forme de réactions épidémiques, de rages aveugles et, dans le meilleur des cas, de rires sardoniques.

Le psychodrame autour des accommodements raisonnables s'est joué avant tout sur la scène d'un passé dont les acteurs principaux n'étaient pas les immigrants mais nous, les «de souche». Et cela, parce que la clé de voûte des accommodements contestés repose sur la religion, ce mot chargé de tant de maux. À ce jour, les bilans qui ont été dressés de la Révolution tranquille ont surtout porté sur les aspects socioéconomiques, voire culturels, de celle-ci.

Peu de gens ont tenté d'analyser les secousses telluriques pour ainsi dire subies par le moi collectif. La déchristianisation et la déchristianisation concomitantes ou subséquentes, plusieurs intellectuels les ont vécues comme des évolutions naturelles sans douleur. Ils en ont, comme diraient les psychanalystes, scotomisé les retombées. Ce sont donc des immigrants fondamentalistes religieux qui, par leurs demandes, ont involontairement attiré les braises sous lesquelles un feu terrible couvait.

Il fallait être bien naïf ou bien ignorant de l'histoire pour croire qu'un peuple «de foi tremblée» pouvait réussir en quelques années à se «libérer» de la religion alors que les rares peuples, dont les Français, qui ont instauré la laïcité ont mis quelques siècles pour y arriver. Et encore. Quand on a grandi dans l'odeur des cierges et de l'encens, entouré de chants grégoriens, d'histoire sainte, de faute originelle et de péchés mortels, on demeure marqué dans sa sensibilité.

La haine — et je pèse mes mots — qu'expriment plusieurs lecteurs envers toute la sphère religieuse révèle l'état d'esprit de ceux qui l'éprouvent. Le sentiment antireligieux à la québécoise repose souvent sur un refus d'analyse, c'est-à-dire de rationalisation. Il ne peut en aucun cas être confondu avec une défense de la laïcité, laquelle n'exclut guère l'appartenance à une foi religieuse. En d'autres termes, un défenseur de la laïcité peut être croyant ou incroyant, et l'incroyant, la plupart du temps, ne sera ni antireligieux ni même un adversaire acharné de l'Église. Par contre, les zélotes antireligieux en ont davantage en commun avec les fondamentalistes religieux qu'ils ne le croient. On s'en surprendra d'autant moins si on se souvient de l'histoire des croisades, de même que de celle des massacres de la Terreur pendant la Révolution française.

Il y a quelque chose d'effrayant dérangeant dans le débat sur la religion qui nous est tombé dessus en 2007. Comment ne pas sentir chez nombre de Québécois ces blessures anciennes à la cicatrisation impossible? Tant de jeunes ont été heurtés, malmenés, scandalisés au sens évangélique («Malheur à celui qui scandalise un de ces petits qui croient en moi»). Il semble impossible pour plusieurs de faire l'économie du ressentiment et de la vengeance. Au point où les excuses du cardinal Ouellet ont été l'occasion pour ces personnes d'exprimer publiquement une rage qui, en fait, camoufle la douleur.

Il faut souhaiter qu'en 2008 s'apaisent ces colères, s'adoucissent nos débats, aussi vigoureux soient-ils. Si les lecteurs me permettent quelques vœux, j'espérerais d'abord que diminuent les injures, que cessent les attaques *ad hominem*. Rien n'est plus blessant ni plus stérile que ces débordements exprimés entre autres dans les courriels. La laïcité ne se construira pas sans une capacité de faire la part des choses, autre vœu que je formule avec ardeur. Sur le plan humain, rien ne se construit durablement si on fait *tabula rasa* du passé, des racines, si on coupe le cœur des vaisseaux qui le drainent. Si on s'arrache à la sensibilité de l'enfance. Si on renie la mémoire de ceux qui ont tracé le parcours dans lequel nous nous sommes inscrits.

Je souhaite pour ma part que les lecteurs de ce journal à la fois fort de son indépendance et vulnérable dans son isolement commercial, donc doublement nécessaire, comprennent que le débat recherché par ces chroniques ne contient aucune arrière-pensée malicieuse. Je ne souhaite offenser personne. Plusieurs, Dieu merci, ont compris que mes apparentes affirmations cachent souvent des interrogations et que le plaisir de débattre est à l'opposé de la volonté d'avoir raison, le contraire même du dialogue recherché.

Bonne année à vous tous, chers lecteurs. Souhaitons-nous une année de clairvoyance et de choc des idées, le sourire aux lèvres.

denbombardier@videotron.ca

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Un cadeau de Noël dont les sapins se seraient bien passés

LOUIS BÉLANGER

Professeur en aménagement forestier durable à l'Université Laval et président de la Commission forêt de Nature Québec

Fin décembre, alors qu'à Bali la planète jugeait opportun d'inclure la préservation des forêts tropicales dans les prochaines négociations sur un nouvel accord de lutte contre les changements climatiques, à Québec, les parlementaires des trois partis jugeaient opportun de donner au ministre responsable des forêts le pouvoir discrétionnaire d'accélérer l'exploitation des forêts ayant un âge avancé.

Cette mesure touchera tout particulièrement les dernières forêts boréales vierges du Québec, où l'on trouve une concentration élevée de vieilles forêts. En effet, le ministre peut dorénavant autoriser une usine de transformation du bois à couper des forêts où l'on jugera que des volumes de bois risquent d'être perdus en raison de leur âge et de leur susceptibilité aux perturbations naturelles. Cela, au-delà des attributions de bois normalement octroyées par le forestier en chef. Cet «assouplissement» à la Loi sur les forêts est un cadeau de Noël aux industriels forestiers dans le but de «générer des retombées économiques au profit des communautés».

C'est à la suite du lobby du Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ) que l'Assemblée nationale a approuvé cette exception à l'obligation légale du ministre de ne pas attribuer plus de bois que le niveau établi lors du calcul de la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu. Selon le discours du CIFQ, les forêts surannées sont des peuplements qui perdent plus de bois qu'ils n'en produisent en raison d'une forte mortalité de vieux arbres. Il y aurait donc avantage à couper ces forêts qui se dégradent et qui ne servent plus économiquement à des générations entières. Ces bois cariés et renversés constitueraient une perte d'emplois et de revenus pour l'État.

Or l'image des vieilles forêts véhiculée par le CIFQ correspond à un mythe. Les vieilles forêts boréales ne sont pas des écosystèmes fugaces appelés très vite à disparaître en raison des chablis ou des épidémies d'insectes. La recherche scientifique démontre une réalité tout autre sur le terrain.

Le mythe de la dégradation des vieilles forêts

Depuis dix ans, les travaux de recherche sur les vieilles forêts boréales effectués par les chercheurs québécois en Gaspésie, sur la Côte-Nord et au Saguenay-Lac-Saint-Jean démontrent que le processus de mortalité dans les peuplements âgés se trouve généralement compensé par un processus de régénération et de croissance de jeunes arbres en sous-étage.

Ce remplacement progressif des vieux arbres par des plus jeunes s'accompagne d'une diversification de

la structure des peuplements. Il y a ainsi conversion graduelle des peuplements âgés à structure régulière et homogène en peuplements à structure irrégulière formés d'arbres de différents âges et de différentes grosseurs.

Pour ce qui est du volume de bois, après une certaine décroissance initiale, les volumes se maintiennent par la suite à un niveau relativement stable dans le temps. Faute de grandes perturbations telles que les feux, les vieilles forêts atteignent donc un stade où s'établit un certain équilibre entre la mortalité et la croissance.

Ceci explique la présence historique des immenses massifs de peuplements résineux que l'industrie forestière a toujours retrouvés dans la forêt boréale vierge et sur lesquels s'est bâtie notre industrie des pâtes et papiers. Si le mythe de la dégradation des vieilles forêts avait effectivement conditionné la dynamique de notre forêt boréale, nous n'aurions jamais eu d'industrie forestière. Les résultats de la recherche scientifique démontrent que les risques de dégradation, comme le qualifie le nouvel article de loi, ne menacent pas la persistance dans le temps de la vaste majorité des forêts surannées.

Des forêts anciennes à haute valeur

Une grande part des forêts surannées du Québec peuvent également être qualifiées de forêts anciennes au sens écologique du terme. Cette expression désigne des peuplements qui ont atteint un très grand âge et ont acquis en conséquence des caractéristiques écologiques particulières telles que l'étagement de la végétation et la présence de gros arbres morts.

L'importance des forêts anciennes pour la biodiversité fait consensus dans le milieu scientifique. Les forêts anciennes constituent un habitat précieux auquel est inféodé un ensemble d'espèces. C'est le cas du caribou de la Gaspésie, qui fréquente en hiver les sapinières anciennes où il trouve le lichen arboricole dont il se nourrit. Dans les forêts d'épinette noire du Lac-Saint-Jean, les pessières anciennes servent de refuges uniques pour plusieurs espèces de mousses et de lichens ayant une capacité de dispersion limitée.

La disparition des forêts anciennes représente l'un des grands enjeux écologiques planétaires. Dans la forêt boréale de la Scandinavie, par exemple, une part importante des espèces animales et végétales menacées par les activités forestières est associée aux forêts anciennes. De même, au Québec, un autre ministre responsable des forêts reconnaissait en 2005 que la raréfaction des forêts mûres et surannées constituait un enjeu critique pour notre biodiversité. En conséquence, le ministère des Ressources naturelles et de la Faune recevait comme objectif le maintien en permanence d'une quantité minimale de forêts mûres et surannées.

Si la conservation des forêts anciennes représente un tel enjeu de biodiversité pour le Québec, on est en droit de se demander où se trouve la logique du gouvernement de vouloir en accélérer l'exploitation? D'autant plus que l'atteinte des objectifs de protection des forêts surannées pose actuellement un défi tel

que le forestier en chef a réduit unilatéralement les cibles de protection qui avaient été retenues par le gouvernement.

Contourner les baisses de possibilité de coupe

Tout laisse penser que le nouveau pouvoir discrétionnaire octroyé au ministre constitue une mesure pour contourner les baisses de possibilité de coupe dans la forêt boréale décréetées par le forestier en chef. La nouvelle modification à la loi prescrit dorénavant au forestier en chef de déterminer des volumes «disponibles» dans les forêts âgées au-delà des possibilités annuelles de coupe à rendement soutenu qu'il aura établies.

Or la Loi sur les forêts prévoyait déjà la prise en compte des risques de pertes de bois associés à la vulnérabilité des peuplements âgés. Les plans généraux d'aménagement forestier doivent nécessairement comprendre «l'indication des méthodes de prévention et des moyens de répression susceptibles de minimiser l'impact sur les rendements annuels des problèmes entomologiques et pathologiques».

La Loi sur les forêts prescrit aussi qu'en cas de désastres naturels, tels les incendies de forêt, les chablis, les épidémies d'insectes ou les maladies cryptogamiques, le ministre prépare et applique un plan spécial en vue d'assurer la récupération des bois. Mais dans les deux cas, «ces volumes font partie du volume que le permis d'intervention autorise le bénéficiaire à récolter», c'est-à-dire que l'industrie n'avait pas le droit de couper au-delà de la possibilité de coupe à rendement soutenu. Dorénavant, c'est une contrainte que le ministre peu lever.

Politique et science: un mauvais ménage

Alors que le président-directeur général du CIFQ, Guy Chevette, parle régulièrement de la nécessité de la science et de la transparence dans la gestion du dossier forestier, il semble bien que la science ne fasse pas partie des facteurs à considérer par l'Assemblée nationale lorsque cette dernière a donné un nouveau pouvoir discrétionnaire au ministre vis-à-vis des forêts âgées.

On a fait passer comme étant de la bonne foresterie (éviter un gaspillage de bois) ce qui est en fait une politique d'exploitation accélérée des réserves de bois dans les forêts vierges du Québec, et ce, à des seules fins économiques. Au même moment, la recommandation du rapport Coulombe de protéger 12 % de la forêt boréale n'était pas retenue par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune et le plan de rétablissement du caribou forestier, une espèce menacée dépendante des vieilles forêts, n'était toujours pas adopté.

Les responsables de l'État évitaient aussi de demander un avis aux scientifiques qu'ils avaient subventionnés pour développer de meilleures pratiques forestières adaptées à la forêt boréale, tels que la chaire industrielle en aménagement forestier durable de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et la chaire industrielle en sylviculture et faune de l'Université Laval.

Vraiment, en ces temps de Noël, les vieux sapins du Québec mériteraient mieux de la part des intendants de la forêt québécoise.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Emilie Folle-Boivin, Vincent Cauchy (communis internet) Laurence Clavel (pupitre), Philippe Papineau (pupitre), Louise-Madeleine Bouché (Société), Pauline Gravel (économie), Michel Gagnon (correspondant), Diane Precourt (responsable des pages thématiques), Martin Duches, Michèle Malenfant et Christine Dumas (correcteurs), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) À l'information culturelle: Michel Béland (théâtre et culture Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (média), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Isabelle Paré (culture) À l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins, à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste) À l'information politique: Hélène Buzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque: Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction), Émilie Parent Bouchard, Étienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction). **La documentation:** Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Olivier Spéciale (Québec), Monique Bherer (Ottawa). **LA PUBLICITÉ** Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron (directeur adjoint), Julie Chretien, Marlène Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Claire Paquet, Genevieve Pierrat, Chantal Rainville, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebat, Mélisande Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). **LA PRODUCTION** Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits, Olivier Zuida. **INFORMATIQUE** Yanick Martel (responsable). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc, Jean-Robert Divers (responsable promotion). **L'ADMINISTRATION** Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

Clausewitz en Afghanistan, puis l'apocalypse

Le stratège prussien est «encore plus effrayant si on le lit dans le monde actuel», dit René Girard

La philosophie nous permet de mieux comprendre le monde actuel: tel est un des arguments les plus souvent invoqués par les professeurs de philosophie pour justifier l'enseignement de leur matière au collégial. *Le Devoir* leur a lancé le défi, non seulement à eux, professeurs, mais aussi à d'autres auteurs, de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un grand penseur.

ANTOINE ROBITAILLE

Aujourd'hui, pour une seconde fois, nous vous proposons une formule entrevue. Le sujet: Clausewitz (1780-1831) et les guerres dans l'après-11-septembre-2001. Le célèbre stratège prussien du XIX^e siècle peut-il nous aider à comprendre la nouveauté des conflits, comme celui de l'Afghanistan? René Girard répond par l'affirmative. Né en 1923, ce professeur émérite de littérature comparée de l'université Stanford, membre de l'Académie française et profondément chrétien, a relu Clausewitz et en tire des conclusions... apocalyptiques.

Le Devoir. Votre dernier livre s'intitule *Achever Clausewitz*, pourquoi donc?

René Girard. La première raison en est très simple: il n'a jamais terminé son livre *De la guerre*. Il l'avait commencé en 1818, juste après la fin des guerres napoléoniennes, et il est mort 30 ans plus tard sans l'avoir achevé. Il estimait que seul le premier chapitre, qui portait entre autres sur la notion de «montée aux extrêmes», c'est-à-dire une folle spirale de violence, était achevé.

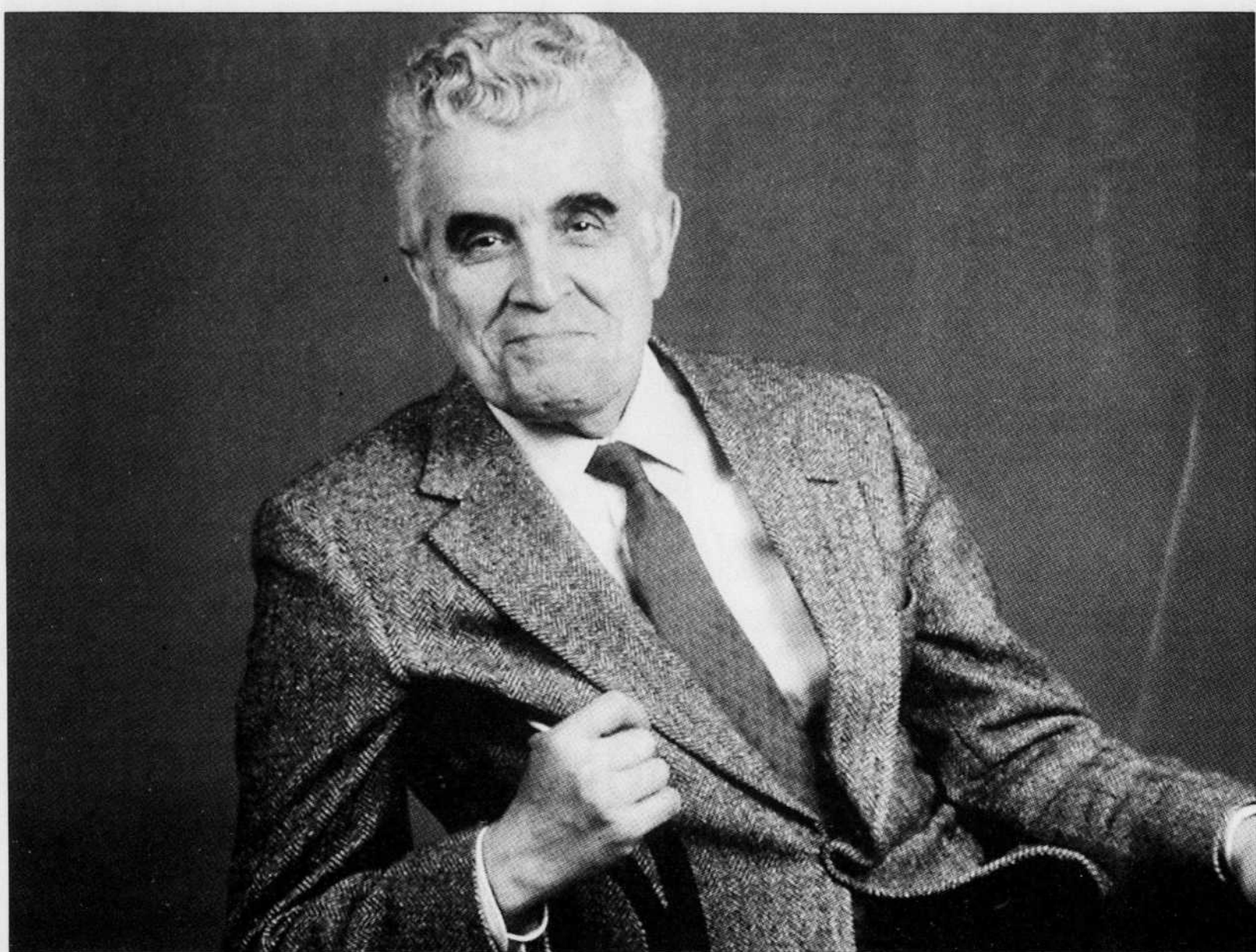
Dans *Penser la guerre - Clausewitz*, Raymond Aron [1905-1983] a tenté de terminer le livre du stratège prussien. Il y a soutenu que la «montée aux extrêmes» n'est jamais vraiment réelle puisqu'elle est toujours interrompue par les conditions de l'action humaine, par la politique en particulier. Selon lui, celle-ci reste maîtresse de la guerre. Pour Aron, donc, la phrase principale de Clausewitz, c'est: «La guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens.» Evidemment, il applique cette vision à la situation historique qui est la sienne, c'est-à-dire après l'invention de la bombe atomique. Il se sert de Clausewitz pour rélécher à la notion de «dissuasion». Optimiste, il nous annonce que la dissuasion sera toujours victorieuse. En somme, il ne faudrait pas interpréter la bombe — cette gigantesque puissance de destruction — comme une menace réelle puisque les politiques, à ses yeux, seront toujours les maîtres de la guerre.

Mais ce n'est pas vrai. Mon livre le montre, à partir des textes. Aron a raison de voir cette dimension chez Clausewitz, mais il y a plus. Il y a cette possibilité d'une perte de maîtrise de la violence. Chaque guerre fait monter d'un cran la violence. Elle reprend les choses là où la dernière s'est arrêtée. Il y a une espèce de continuité dans l'ascension vers les extrêmes.

LD. Mais par rapport à la situation d'Aron, la nôtre, à cause du 11-Septembre, est nouvelle, «si nouvelle que nous ne savons pas par quel bout la prendre», écrivez-vous. A fortiori par rapport à Clausewitz.

RG. Bien sûr. Nous sommes passés des guerres nationales au terrorisme. C'est la fin de toute ritualisation de la guerre, c'est la violence généralisée. La guerre était une forme de rituel. On «déclare» la guerre. Et, ce faisant, on se prépare toujours, au fond, à des négociations qui déboucheront en principe sur un traité de paix. Or, très évidemment, c'est ce qui ne s'est pas passé cette fois-ci.

C'est ce qui rend ma lecture de Clausewitz beaucoup plus pessimiste que celle d'Aron. Il y avait chez ce dernier une manière de se rassurer. L'inquiétude apocalyptique ne serait pas de mise. Je crois, moi, que les hommes n'ont que trop tendance à diminuer les dangers de l'heure. C'est une erreur. La formule «la montée aux extrêmes» doit être prise beaucoup plus au sérieux. Lorsque Clausewitz parle des armements — même s'il est très loin de l'ère atomique —, il dit que l'augmentation de leur puissance fait partie de la



René Girard: «Les hommes n'ont que trop tendance à diminuer les dangers de l'heure.»

«montée aux extrêmes». Il est beaucoup plus réaliste qu'Aron.

LD. Cette idée de «montée aux extrêmes» vous a vraiment frappé.

RG. Je m'y intéresse beaucoup entre autres parce qu'elle s'apparente à une notion dont j'ai beaucoup parlé dans mes livres, la «rivalité mimétique». Or je découvre que Clausewitz avait eu conscience du phénomène. Il a aussi perçu que ce n'était pas exclusivement militaire. Aujourd'hui, on voit que c'est environnemental: l'augmentation de la population mondiale, le réchauffement planétaire... Tout ce qui menace l'humanité aujourd'hui peut être vu comme une conséquence de cette montée aux extrêmes.

LD. Au point où vous faites un lien avec les textes apocalyptiques de la Bible.

RG. Mon sentiment est qu'il y a un rapport évident entre les deux. Si nous acceptons de regarder ces textes, peut-être deviendrions-nous plus prudents. Nos activités industrielles ont aujourd'hui des effets aussi puissants que les périls en provenance de la nature. Or les textes apocalyptiques nous paraissent ridicules, farfelus, insignifiants, précisément parce qu'ils mélangent souvent la nature avec les activités humaines. Or, si un nouvel ouragan destructeur fracasse La Nouvelle-Orléans, ne se demandera-t-on pas si les hommes n'en ont pas été en partie la source? Et ça, ça ne s'était jamais produit.

Guérilla et terrorisme

LD. Revenons au militaire. L'Occident, notamment le Canada, a-t-il bien fait d'aller en Afghanistan, selon vous?

RG. Dans le détail, c'est difficile pour moi de trancher. Je pense que ce que l'Occident a essayé de faire n'est pas condamnable en général. Par rapport aux terroristes, il était le plus désavantagé dans cette situation de suppression des rituels de la guerre, alors il a tenté de rétablir une situation antérieure en déclarant la guerre à une entité nommée al-Qaïda, dont en réalité nous ne savons même pas si elle existe. C'est la logique au cœur même d'un projet irrationnel. Remarquez, déjà au Vietnam, on était dans une situation un peu semblable. Il semblait y avoir deux Etats, mais en réalité, il n'y en avait aucun. Ce conflit ne s'est pas terminé par une paix: la guerre a pris fin par son extrémité finale. Et là encore, il y a une logique. Car plus on va, plus on fait ce qui était jadis la guerre. Mais plus la guerre se défait et devient impensable, plus la déritualisation du phénomène se poursuit et s'aggrave.

LD. Déjà, à son époque, Clausewitz avait observé des phénomènes de guérilla.

RG. Oui, c'est une chose qui l'intéresse beaucoup. Il a vu la naissance des guerres nationales, mais il s'était intéressé à un cas en Espagne où il y avait eu une révolte contre Napoléon. Il se demandait comment la Prusse devait adapter sa propre résistance à cette nouvelle participation de la population la plus humble, qui n'avait jamais appartenu à la guerre auparavant.

C'est le premier qui a vu que la mobilisation générale d'une population — une invention de la Révolution française et de l'Empire — fait partie de la montée aux extrêmes. Aujourd'hui, cette mobilisation est plus générale que jamais, toute activité humaine peut en faire partie, peut devenir guerrière. Et j'inclus ici l'objet de concurrence frénétique entre les hommes. Regardez l'importance religieuse qu'attachent les Chinois au nombre d'automobiles. Pourquoi? Parce qu'ils conçoivent celles-ci comme une manière de se comparer aux États-Unis.

LD. Tout le monde participe à la montée aux extrêmes, mais en Occident, la notion de retenue, au moins dans le discours, a pris une forme, celle

des «frappes chirurgicales».

RG. Peut-être, mais dans la guerre, on est toujours deux. Or le terrorisme proclame son mépris pour toute cette réalité. De plus, une chose que nous n'avons pas encore pensée, nous Occidentaux, c'est la différence essentielle entre l'héroïsme guerrier et le terrorisme kamikaze. Devant des risques très grands et des possibilités de survie très faibles, le premier est capable d'agir. L'autre a la certitude de mourir. La dissuasion est fondée sur la peur de se détruire soi-même, même en détruisant l'adversaire. Mais ces nombreux hommes prêts à mourir de façon absolument certaine pour tuer leurs semblables puisqu'ils deviennent eux-mêmes des explosifs... C'est une situation sans précédent dans l'histoire. Les kamikazes, au Japon, c'était un groupe aristocratique et très limité.

LD. La mort des terroristes est mortifère. Elle tue, entraîne d'autres dans son sillage.

RG. Voilà. Et ça représente quelque chose d'essentiel dans la montée aux extrêmes. C'est une réplique, peut-être la seule possible par des peuples qui n'ont pas vraiment d'armement. Le grand événement de la guerre d'Irak, c'est de constater qu'il y a toujours une réplique à la supériorité militaire technologique. Et cette réplique, le terrorisme l'a trouvée.

LD. Vous soulignez que le terrorisme «détourne à son profit les codes religieux». Craignez-vous l'islam?

RG. Ce n'est pas l'islam qui me fait peur, c'est la façon dont il est interprété par beaucoup de ses adeptes.

LD. Certes, mais vous écrivez aussi que le terrorisme «n'aurait néanmoins pas acquis une telle efficacité dans les consciences s'il n'avait actualisé quelque chose de présent depuis toujours dans l'islam».

RG. L'islam, certainement, ne considère pas la violence comme le christianisme. La violence, si vous voulez, au nom de l'islam, à partir de l'islam, est justifiée par le Coran.

LD. Mais vous mettez dos à dos «deux formes de fondamentalisme», «la «guerre juste» de George W. Bush, [qui] a réactivé celle de Mahomet, plus puissante parce qu'essentiellement religieuse», écrivez-vous.

RG. Bush est par rapport au christianisme ce que sont beaucoup de musulmans par rapport à l'islam. Il reste que c'est très difficile de l'être par rapport au christianisme. De toute façon, c'est ce que les hommes font avec les textes religieux qui est important.

LD. Ne peut-il pas y avoir des guerres justes, comme celle contre les nazis?

RG. Peut-être qu'aujourd'hui, même les guerres justes ne sont plus justifiées. Surtout si elles amènent la destruction de ce que nous voulons défendre encore plus sûrement que l'absence de guerre. Il est bien évident qu'on peut s'interroger à leur sujet.

«To finish off»

LD. Revenons à notre stratège prussien. Si je vous suis bien, donc, vous avez retrouvé ce qui, en Clausewitz, doit faire peur.

RG. Voilà. Selon moi, Clausewitz est encore plus effrayant si on le lit dans le monde actuel. Il est très prussien en ceci qu'il aime la guerre. Et il a pour Napoléon un mélange de haine farouche et d'admiration passionnée. Il craint qu'après lui, la guerre ne dépérisse et qu'on revienne à la «guerre en dentelle», c'est-à-dire aux restrictions imposées au XVIII^e siècle. Il est bien évident que s'il revenait parmi nous, il serait «rassuré» sur l'état de la guerre (rires): il verrait qu'elle n'a pas déperlé!

Clausewitz a eu une importance prodigieuse sur l'évolution de la Prusse. Il a influencé le grand réarmement prussien, la période de Bismark, la stratégie alle-

mande en 1870, puis, en 1914, l'alternance qui a été l'autodestruction mutuelle de la France et de l'Allemagne.

LD. Il est une des sources de ce qu'on a appelé le «suicide européen».

RG. Tout à fait. Il faut vraiment un homme à la fois de grand génie et de grand aveuglement pour avoir eu cet effet.

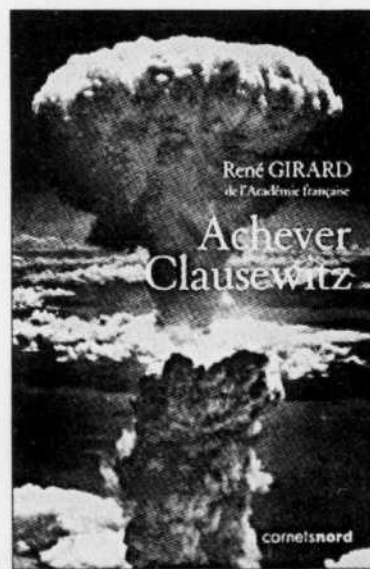
LD. Il faut «l'achever», donc, dans un second sens.

RG. Exactement. L'équivoque du titre du livre est voulue... «To finish him off». En même temps, nous n'avons pas intérêt à faire cela. Nous avons intérêt à le lire de la manière la plus aiguë possible pour nous inspirer, pour voir toute l'horreur de cet esprit européen qui a dominé les XIX^e et XX^e siècles et pour percevoir un peu mieux la nouveauté et les périls de notre situation.

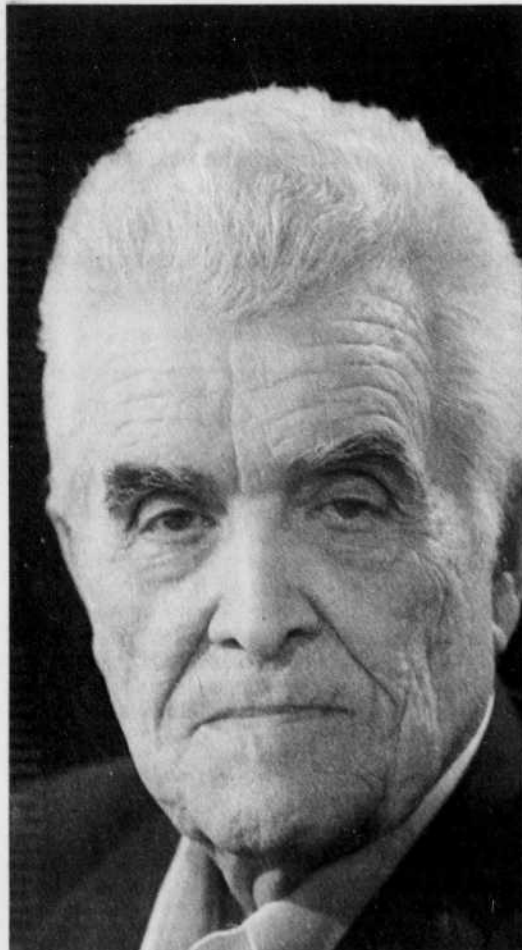
Le Devoir

René Girard a récemment publié *Achever Clausewitz - Entretiens avec Benoît Chantre*, Paris, Carnets Nord, 363 pages.

Vos suggestions et commentaires sont les bienvenus. Écrivez à Antoine Robitaille: arobitaille@ledevoir.com.



Clausewitz (1780-1831).



AGENCE FRANCE-PRESSE

«Ce n'est pas l'islam qui me fait peur, c'est la façon dont il est interprété par beaucoup de ses adeptes.»